

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 20/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARPI MINERAL FRANCE

**ECOPOLE DES GRANDS MOULINS
21270 Drambon**

Références : 2025-435
Code AIOT : 0005402210

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/10/2025 dans l'établissement SARPI MINERAL FRANCE implanté ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon. L'inspection a été annoncée le 11/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection portait sur l'état des stocks des installations de stockage de déchets dangereux et des installations associées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARPI MINERAL FRANCE
- ECOPOLE DES GRANDS MOULINS 21270 Drambon
- Code AIOT : 0005402210

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SARPI Mineral France exploite sur le site de Drambon-Pontailier plusieurs installations classées dont en particulier une installation de stockage de déchets dangereux (ISDD), une unité de stabilisation de déchets dangereux, une plate-forme "terres et mâchefers" et une unité de traitement des lixiviats.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection s'est rendue également sur l'installation ISDND (installation de stockage de déchets non dangereux encadrée par un arrêté préfectoral qui lui est propre) pour constater les travaux de réparation de dégâts engendrés par l'incendie du casier K2-la dans la nuit du 7 au 8 octobre 2025 (incident déclaré par l'exploitant selon l'article R.512-69 du code de l'environnement).

L'inspection a constaté que les travaux de reprise de la barrière active et des drains endommagés ont été effectués. Le jour de l'inspection, l'exploitant a fourni le rapport de contrôle extérieur N° CEXT_2025080613 établi le 14/10/2025.

Les trois éléments composant le Dispositif d'Étanchéité par Géosynthétique ont été repris par une entreprise qualifiée, au niveau de la zone sinistrée, afin de garantir l'efficacité et l'étanchéité du dispositif.

Les essais et contrôles réalisés lors de l'intervention ont montré que les travaux de réfection des éléments sinistrés avaient été réalisés conformément aux prescriptions du Comité Français des Géosynthétiques et aux règles de l'art :

- Géomembrane PEhd ;
- Géocomposite de drainage ;
- Géocomposite de protection supérieur.

Les contrôles concernant la mise en œuvre du réseau de drainage et du matériau drainant sont en conformité avec les prescriptions fixées par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Matériaux drainants : épaisseur \geq 50cm.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	Sans objet
2	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1	Sans objet
3	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose des états des stocks nécessaires à une éventuelle demande des services d'incendie et de secours lors d'une intervention sur un accident. Ces documents sont vulgarisés pour permettre une information compréhensible par le public.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Dans son Plan d'Opération Interne (POI), l'exploitant a listé et localisé l'ensemble des différents produits présents sur son site. Il tient à jour ses états des stocks de façon quotidienne sur un tableur. Par sondage, l'inspection a relevé l'état des stocks établi la veille sur l'usine de stabilisation : <ul style="list-style-type: none">• Déchets solides minéraux en Silos : 62,6 t (pour 480 t maxi) ;• Déchets solides minéraux en vrac (en fosses) : 255 m3 (pour 600 m3 maxi) ;• Déchets solides minéraux Conditionnés (en big bag) : 42 t (pour 1500 t maxi) ;• Réactifs (liants minéraux) : 101,8 t (pour 300 t maxi). L'exploitant dispose, par zone/bâtiment de stockage, d'un tableur de l'ensemble des produits présents. Ce tableur reprend : <ul style="list-style-type: none">• Nom du produit ;• Nom du fournisseur ;• Utilisation (avec vulgarisation de la dénomination du produit) ;• Date de la Fiche De Sécurité (FDS) ;• Quantité en stock (et mode de conditionnement : aérosol, bidon de 5l...) ;• Les mentions de danger. Pour tout nouveau produit chimique ou changement de FDS, le fournisseur envoie la FDS qui est

<p>transmise au responsable QSE. Pour les déchets, c'est la fiche d'Identification du déchet ou la fiche d'Identification de produit qui fait office de FDS.</p> <p>Les listings des produits du laboratoire et du bâtiment "maintenance" ont été parcourus sans observation particulière de la part de l'inspection.</p> <p>Le tout se trouve sur le drive et, est consultable à distance, même en cas de perte d'utilité sur le site (via smartphone).</p> <p>Les FDS principales sont mises en dur dans le POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
<p>Constats :</p> <p>En complément des éléments présentés au point de contrôle n°1, l'exploitant dispose d'une fiche "État des stocks (FICHE 6.1) v2025" de son POI qui reprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zone du site (usine de stabilisation, ISDD, zone ISDND, zone amiante...) ; • Nature des matières ; • Typologie de danger au titre de la réglementation Seveso ; • Quantité en stock maxi ; • Quantité en jeu dans le sinistre (pouvant être complété avec les listings d'état des stocks présentés au PDC n°1). <p>Une fiche de vulgarisation a été établie par l'exploitant (fiche 6.1B). Cette fiche conserve le recensement par zone du site, en clarifiant la dénomination des typologies de produits (dangereux, non dangereux, inflammables...) et en compilant les quantités par typologie de</p>

produits identiques. Via son Plan de Prélèvements Environnementaux, l'exploitant a identifié les produits susceptibles d'être dégagés lors d'un incendie (par zone, exemple : usine de stabilisation -> métaux lourds...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une fiche de vulgarisation a été établie par l'exploitant (fiche 6.1B). Cette fiche conserve le recensement par zone du site décrit au point de contrôle précédent, en clarifiant la dénomination des typologies de produits (dangereux, non dangereux, inflammables...) et en compilant les quantités par typologie de produits identiques.</p> <p>L'exploitant dispose de plans localisant et quantifiant les différents produits présents sur site (exemple plan de localisation des cuves GNR).</p>
Type de suites proposées : Sans suite